

REVUE *Socles*

ISSN 2335-1144, EISSN: 2588-2023

Volume 9, Numéro 1, année 2020, pages 81-132.

Continuités et discontinuités politiques et médiatiques dans un corpus électoral français(2002-2017).

Vers un modèle de la réplication

Fred Hailon^{1*}

¹Université de Montpellier / OPME²/fredaile@wanadoo.fr

Date de soumission 07/05/2020 date d'acceptation 30/06/2020 date de publication 29/12/2020

RESUME

Les discours médiatiques et politiques réactualisent une situation culturelle, un donné d'existence social. Les discours éclairent, ils signifient, mais également ignorent et occultent. Ils laissent dans l'ombre, détournent le regard. Leur réplication ordonne le pensable, le dicible, l'opposable, et dessine l'impensable, l'infranchissable, l'incommensurable. La réplication prend à son compte la production et reproduction sociale du sens, avec ses improductions.

Mots-clés : réplication, discours médiatique et politique, idéologie, re-présentation, campagnes présidentielles

*- Auteur correspondant

²-*Observatoire des pratiques médiatiques émergentes*, Laboratoire LHUMAIN (Montpellier).

**Political and media continuity and
discontinuities
in a French electoral corpus (2002-2017).
Towards a replication model**

ABSTRACT

Media and political discourse update a cultural situation, a given social existence. Discourses enlighten, they signify, but also ignore and obscure. They leave in the shade, look away. Their replication orders the thinkable, the speakable, the open-ended, and outlines the unthinkable, the impassable, the immeasurable. Replication takes into account the production and social reproduction of meaning, with its improductions.

Key words: replication, media and political discourse, ideology, re-presentation, presidential campaigns

La représentation langagière³ donne corps aux formes discursives de la mémoire sociale. Plus que le pouvoir d'affirmation des choses, les discours produisent des formes expressives - des présences discursives - à partir desquelles se réalisent des commentaires, des réfutations, des évidentialisations. Ils sont des interprétants symboliques, producteurs et organisateurs des perceptions mondaines et faiseurs de réel, de la « vérité vraie » à partir de laquelle se réalisent le dire et le penser collectifs. La question de la reproductivité de la représentativité du discours est posée dès

³ Pour des considérations sur la représentation dans son articulation langue et discours, nous reprenons à notre compte ce que nous avons écrit dans Hailon 2014 : la signification comme aptitude et processus se différencie du sens comme mise en fonctionnement singulière. La signification est collective, elle relève d'une disponibilité physiologique, quand le sens procède de dynamiques individuelles. Le sémantique, à la différence du sémiotique, introduit la référence, le monde et le sujet dans des pratiques sociales intégrées. Le sémantique se réalise par l'utilisation du matériau sémiotique qui le produit comme sujet. Le sujet devient sujet dans le processus même d'utilisation de la langue qu'est le discours. L'individuation se modèle par la socialisation : « sans semiosis, aucune forme d'organisation sociale n'est concevable » (Veron 1978 : 14). Il le devient de manière réflexive par sémio-socialisation. Nous trouvons chez Guillaume (1984) une distinction équivalente entre le plan de représentation propre à la langue, ce qu'il attribue à la *pensée pensée* universelle et le plan de l'expression lié au discours, la *pensée pensante* individuelle. La pensée serait indépendante du langage mais se saisirait elle-même via la langue, dans son acception dynamique, la *psychomécanique*. Chez Volochinov (1977) (et Bakhtine 1978), contrairement à Benveniste (1966, 1974), l'énonciation est hétérologique, plurielle et sociale, le sujet énonçant restant dépossédé d'une part de son discours par l'autre (société, culture, idéologie). Nous soutiendrons aussi qu'en tant que processus la signification est portée à la répétition, quand le sens reste particulier. La répétition de la place du sujet forge le sens social ; qui lui-même peut s'imposer aux individus. Elle est à double effet.

lors que celui-ci semble se prendre lui-même pour discours défait de l'événementialité. Aussi, il y a réplication quand la pensée politique cadre l'événement, lorsque les cadres socio-normés de la mémoire conditionnent les phénomènes en tant que disposition cognitive de discours. La cognition sur laquelle nous nous appuyons permet de penser la parole comme un acte cognitif interprété réitérable : la connaissance que les sujets ont de leur état d'être social est intégrée à leur pratique de discours. Le sujet de discours, par son dire, confirme ainsi sa situation d'être social.

Le brouillage entre l'ordre du discours qui réitère sa scène normative et l'expérience des choses qui la contredit impose de revenir aux sources idéologiques des choses. Quand l'évidence sus-posée ne correspond pas aux choses vécues. L'inadéquation entre le monde du discours et le monde du sensible donne encore à penser l'époque en termes d'idéologie, celle-ci construisant des ponts entre sens (sensible) et pensée (symbolique). L'idéologie est toujours là dans les interstices, dans les plis, les fractures, les équivoques, dans les rapports de genre, de classe, de race, de naturalité, de sociabilité, du politique. Pour autant, et de manière paradoxale, prenant les plis pour l'ordre, elle façonne un commun où tout individu s'essaie à la sociabilité. Le paradoxe est l'espace par lequel celui-ci se découvre et se réalise individu social. Etre individu, c'est altérer

une partie de soi, pour lequel on se trouve identifié et différencié. Le paradoxe nous constitue ainsi en tant que sujet social.

Dès lors, la réplication devient une continuité de sens social, un présent de représentations dans sa permanence sociétale. La réplication est une présence sociale, elle re-présente la société, elle est imagée pour chacun des individus. La réplication engendre des re-présentations à travers des réitérations de discours, des permanences réactualisées et changeantes. Les formations discursives y sont dé/re-contextualisées. La répétition est à ce titre le représenté d'un présent de société. Elle est ce qui re-présente la société dans ses rapports institués. La répétition est un effet hégémonique du politique et du médiatique.

Les analyses qui posent et pensent les discours permettent de constater des répliques dans les répétitions : celles-ci sont autant de continuités idéologiques dans les représentations politiques. Elles permettent de révéler les représentations qui font la réalité mondaine, sociale, sociétale et historique. Les analyses ci-dessous sont envisagées dans un continuum idéologique, c'est-à-dire en extension d'elles-mêmes. Elles concernent les quatre dernières campagnes présidentielles, de 2002 à 2017⁴. La campagne 2017 est prise comme moment final

⁴ C'est-à-dire 2002, 2007, 2012 et 2017. 15 ans après le 21 avril 2002, une candidate de l'extrême droite M. Le Pen est au second tour d'une élection présidentielle, avec plus de 7 millions de voix. Elle en recueillera 10,5 millions au terme de la campagne 2017, soit un tiers des votes exprimés.

de production. La réplication est considérée ici comme un processus de connaissance, de reconnaissance, et parfois de méconnaissance, des formes de répétitions du politique. La réplication implique différents ordres de discours qui peuvent se compléter, se superposer, se répondre en continu et en discontinu : un discours politique identitaire peut aussi relever du discours sécuritaire policier et/ou du discours ethnique.

Dans ces moments électoraux de re-présentation de la démocratie, les discours médiatiques et politiques réactualisent une situation culturelle, un donné d'existence social. Les discours éclairent, ils signifient, mais également ignorent et occultent. Ils laissent dans l'ombre, détournent le regard. Leur réplication ordonne le pensable, le dicible, l'opposable, et dessine l'impensable, l'infranchissable, l'incommensurable. La réplication prend à son compte la production sociale du sens, avec ses improductions. La production sociale du sens présuppose le « système complet des intérêts dont une société est chargée » (Angenot 1989 : 14), donc aussi ce qui désintéresse, ce qui va à l'encontre de l'intérêt supposé. Les discours dans leur co-intelligibilité se chargent du monde, de le renseigner et de l'ordonner ; d'en débattre, de créer des assises communes à l'agonisme. Ils in-forment les individus en leur produisant leur(s) identité(s) de sujet politique.

Nous exemplifierons nos présupposés théoriques en traitant d'abord du discours des frontières (1), et ensuite du discours sécuritaire policier (2). Les corpus seront spécifiés et précisés au fur et à mesure des analyses.

1. Le discours des frontières, un discours aux frontières de l'identité

Pendant les campagnes 2012 et 2017, le discours des frontières a rendu présent un discours de l'identité. Les frontières qui bornent et balisent les espaces géopolitiques produisent aussi leur altérité. Comme le dit Bonnafous dans *L'immigration prise aux mots* (1991), pour un propos de la fin des années 80 et du début des années 90, rendant compte de l'existence de lignes de séparation dans un imaginaire renouvelé de la nation :

Cartes et frontières, ces symboles de la séparation entre *eux* et *nous*, sont à nouveau rendus visibles par tous les citoyens et avec l'extranéité des *immigrés*. La voie est alors ouverte pour une interrogation sur les capacités d'absorption de la nation française. (*ibid.* : 269)

Les frontières permettent ainsi de définir des espaces altéritaires de réidentification. Elles se dédoublent de ces autres, à l'intérieur et à l'extérieur d'un espace politique, amenant à se définir nationalement et culturellement. Elles sont à la source de ce qui cherche à exister comme enjeu de cohérence identificatoire devenant problème par cette recherche même.

Nous avons pu révéler dans un corpus 2012⁵ les articulations identitaires des discours de N. Sarkozy, de M. Le Pen et de F. Hollande autour de la notion d'immigration. Chez M. Le Pen, l'immigration sous couvert d'*immigration massive* :

Vous comprenez alors très bien que la négation des identités nationales, l'immigration massive, le multiculturalisme comme doctrine, le communautarisme, tous ces fléaux contemporains, participent du projet mondialiste.
(M. Le Pen, discours du 15 janvier 2012⁶),

s'articule avec l'insécurité (identitaire, sociétale, nationale, civilisationnelle). L'identité nationale doit s'en trouver fermée aux autres, homogène, « pure » de toute altérité. Pour N. Sarkozy, l'« *immigration incontrôlée* », « *les problèmes de l'immigration* »⁷ sous-tendent la distinction entre bons et mauvais immigrés et questionnent la construction de l'identité française en tant que « *forme particulière et différente de civilisation* » (N. Sarkozy, Toulouse, le 29 avril 2012). L'identité nationale doit être ouverte (à la différence) mais fermée (à la trop grande disparité culturelle, civilisationnelle),

⁵ Voir Hailon 2017.

⁶Pour l'ensemble des extraits c'est nous qui soulignons.

⁷ Le propos est : « *C'est pareil pour ceux qui donnent des leçons pour dire il faut accueillir davantage de gens ! Ce sont ceux qui habitent dans les quartiers où ils regardent les problèmes de l'immigration avec des jumelles parce que dans les quartiers où ils habitent, ça ne se pose pas et ça n'existe pas !* » (Discours de N. Sarkozy, Arras le 18 avril 2012).

c'est-à-dire à certains plus qu'à d'autres hors des considérations du monde occidental :

C'est encore une question de frontière et j'espère vous avoir convaincus de cela, que c'est un sujet essentiel. Mais où la tracer cette frontière ? Entre la fermeture (dont je ne veux pas) et la dilution (dont je ne veux pas), je vous propose de trouver la ligne de la raison et la raison c'est une identité française. (Discours de N. Sarkozy, « la Nation et la frontière », Toulouse le 29 avril 2012).

Nous retenons que le candidat F. Hollande a pu lui aussi évoquer un *ça ne va pas de soi* du modèle d'intégration des populations immigrées. Il le fit dans un propos général sur le codéveloppement entre la France et l'Afrique :

[La France] jouera la carte du codéveloppement, comme le commandent avec autant de force le cœur et la raison. Il n'est d'autre solution, à long terme, pour résoudre d'un seul mouvement, nos problèmes d'immigration et le rééquilibrage de notre commerce extérieur. (F. Hollande, convention de l'investiture, du 22 oct. 2011).

Le présupposé de l'immigration comme problème conforte les préjugés alterophobes et fait le jeu des différentismes : *ils ne sont pas comme nous*. L'immigré est perçu comme étranger de l'intérieur, comme un représentant de sa nation et de sa culture d'origine, inassimilé et inassimilable.

Dans le contexte de la campagne 2017, l'instabilité des guerres en Syrie, en Irak, et plus globalement l'instabilité politique en Orient ont des répercussions sur la politique

hexagonale et européenne. La pression migratoire exercée sur l'Europe permettait de chiffrer à près de 2 millions les entrées illégales, dont 60% par la mer⁸. Un « nouveau monde » s'en dessinerait, en recomposition et incertain⁹. La frontière devient le lieu d'expression de nouveaux dangers et de nouvelles insécurités (*le terrorisme*), et le lieu d'instabilités futures (*les migrations*). De même, on note pour F. Fillon un propos sécuritaire à deux échelles, avec d'un côté un discours de peur de fermeture des frontières, ce discours a pour contexte la souveraineté nationale¹⁰ :

La fermeture des frontières finit toujours par susciter des représailles qui plombent nos exportateurs et nos emplois. (Discours de François Fillon - Clermont-Ferrand – 7 avril 2017) ;

et d'un autre côté, un discours de peur d'ouverture des frontières de l'Europe :

⁸ Selon Foucher (2016), 33% viendrait de Syrie, 15% d'Afghanistan, 5,6% d'Irak, 2,4% du Pakistan, 2,2% d'Erythrée, 1,4 % d'Iran. Il s'agit de chiffres de l'année 2015.

⁹ « *Cette politique, nous devons aussi la construire à l'aune de ce monde nouveau. Oui, ces risques sont absolus, le monde se recompose. À nos frontières, le terrorisme se prépare. À nos frontières, de nouvelles migrations arriveront.* » (Discours d'Emmanuel Macron à Lille, le 14 janvier 2017). Nous revenons ci-dessous sur le discours du candidat d'*En Marche*.

¹⁰ En amont de l'extrait cité, on lit : « *La souveraineté, c'est la capacité à rester maître de son destin. Ne jamais laisser quiconque nous dicter notre conduite : voilà l'âme de la nation française !* » (Discours de François Fillon - Clermont-Ferrand – 7 avril 2017)

Je milite pour une Europe qui tient ses frontières,
pas d'une Europe passoire. (Discours de François
Fillon à La Villette - 29 janvier 2017)

Ces discours sécuritaires impliquent que les frontières nationales du pays soient ouvertes sur l'Europe car celles-ci sont bénéfiques économiquement et politiquement, nationalement¹¹. Ils impliquent aussi que les frontières de l'Europe soient respectées, contrôlées, car celles-ci préservent les nations membres des menaces extérieures. Aussi, s'opposent deux perspectives frontalières, celle d'une frontière intra-économique qui doit rester ouverte pour le dynamisme des échanges commerciaux entre Européens et celle d'une frontière extraterritoriale qui doit rester fermée pour la préservation de l'identité et de la sécurité européenne : soit la « préférence européenne »¹². Pour le candidat des Républicains, l'espace Schengen¹³ doit assurer l'intégrité de Droits de l'Europe, la souveraineté et la sécurité des Européens entre Européens s'en trouvant menacés.

De même, dans l'extrait suivant,

¹¹ « *L'Europe doit être pour la France un amplificateur de souveraineté.* »
(Discours de François Fillon à La Villette - 29 janvier 2017)

¹² En mont et en aval, de l'extrait analysé, on note : « *Je parle de l'Europe des nations, unies pour défendre la civilisation européenne.... Je défendrai la préférence européenne pour nos industries, nos services et nos emplois.* »
(Discours de François Fillon à La Villette - 29 janvier 2017)

¹³ L'espace Schengen comprend les territoires des 26 États européens — 22 États membres de l'Union européenne, et 4 États associés. L'espace Schengen fonctionne comme un espace unique en matière de voyages internationaux et de contrôles frontaliers pour les voyages sans contrôle des frontières internes. (Source Foucher 2016)

Il ne faut pas céder aux injonctions de la bien-pensance, qui nous adresse toujours le même message, qui se veut angélique et qui est en réalité inconscient : liberté pour les migrants et honte aux frontières. (Discours de François Fillon, mercredi 11 janvier – Nice) ;

F. Fillon prend une position à revers des discours établis - empruntant le point de vue de la partie adverse : *bien-pensance, angélique et inconscient, liberté pour les migrants et honte aux frontières* - pour justifier de la nécessité des contrôles aux frontières. La position ironique se réalise par le discrédit porté au discours de l'autre, car excessif, car irréaliste. Elle donne une image d'homme politique responsable contre ceux qui ne le sauraient pas, les irresponsables, les idéalistes. Elle justifie l'ouverture en Europe et la fermeture sur l'extérieur de l'Europe en tant qu'elle ne peut être le lieu d'accueil privilégié des réfugiés (économiques, climatiques, de guerre...). Il s'agit d'un discours sécuritaire de préservation identitaire à l'échelle de l'Europe, les migrants représentant la menace aux frontières.

Pour M. Le Pen, la menace aux frontières relève de la menace à la Nation. Elle est identifiée par le terrorisme et l'immigration, et dialogue avec l'action du candidat des Républicains :

Quand les terroristes islamistes traversent toutes les frontières sans être inquiétés ? Il [F. Fillon] nous avait promis de baisser l'immigration et l'insécurité. L'une et l'autre ont explosé, jusque

dans le plus reculé de nos villages ! (Meeting de Marine Le Pen à Ajaccio en Corse, le 08/04/2017).

Les frontières ont été levées ; la libre circulation des personnes a entraîné l'immigration massive. Avec la disparition de nos frontières, s'est installé chez nous un islamisme qui remet en question jusqu'à nos valeurs de civilisation, bousculant notre identité, nos valeurs, nos codes, nos mœurs, notre mode de vie. (Discours de Marine Le Pen au meeting à Bordeaux, le 02/04/2017)¹⁴.

On retrouve ici la rhétorique contestataire et altérophobe du Front national (Hailon 2011, 2014). Celle-ci s'appuie sur un désir de repli national et identitaire. Elle amalgame en leitmotiv et repère idéologique insécurité et immigration. L'insécurité y apparaît dans les extraits comme toujours évolutive (*explosé*), omniprésente (*jusque dans le plus reculé de nos villages*). Elle est civilisationnelle (*remet en question jusqu'à nos valeurs de civilisation*), identitaire (*bousculant notre identité*), culturelle (*nos valeurs, nos codes, nos mœurs, notre mode de vie*).

¹⁴ Voir aussi. « *Une fois au pouvoir, rien de ce qui avait été promis n'est appliqué. Nous en avons eu la démonstration éclatante lorsque M. Fillon a été Premier ministre, pendant 5 ans. Comment vouloir « choisir » son immigration, pour reprendre ses mots, quand notre politique migratoire est impossible, quand nous sommes soumis au traité de Schengen, qui laisse tout le monde, citoyens d'autres pays de l'espace Schengen, étrangers légaux, et étrangers clandestins, circuler parfaitement librement dans tous les pays qui le composent ?* » (Meeting de Marine Le Pen à Ajaccio en Corse, le 08/04/2017)

L'immigration y est hyperbolique (*massive*), envisagée comme trop plein (*promis de baisser*). Le thème de la frontière est abordé de sorte d'en signaler l'absence (*les frontières ont été levées, la disparition de nos frontières*). L'absence de frontière serait avérée qui justifierait toutes les menaces évoquées ci-dessus (*traversent toutes les frontières sans être inquiétés, s'est installé chez nous un islamisme qui remet en question...*), et ainsi permettrait d'associer terrorisme, islamisme et l'immigration en tant que représentation de l'extranéité, de ce qui est supposé extérieur à la nation et à la civilisation.

Aussi, si le discours de la frontière est envisagé comme protection à l'insécurité (*traversent toutes les frontières sans être inquiétés*), celui-ci permet surtout de justifier d'un discours de souveraineté nationale. Le repli sur l'espace national est justifié par le rétablissement d'une identité nationale en perte.

De même, on note que l'absence évoquée et supposée des frontières nationales dessine un espace intérieur fragmenté, fragilisé :

Au fur et à mesure qu'on a abaissé nos frontières nationales, nous avons été contraints d'en ériger des nouvelles à l'intérieur du pays : les Calaisiens le savent lorsqu'ils longent cette autoroute bordée par des grillages de 6 mètres de haut, les Dunkerquois le voient quand ils passent

aux abords du camp de Grande Synthe masqué par d'interminables palissades, les Parisiens vont le percevoir avec ce mur de verre de 3 mètres prévu autour de la tour Eiffel pour protéger les touristes des voleurs. Vous-mêmes, mesdames et messieurs, comme particuliers, vous en faites la triste expérience avec la nécessité des clôtures de plus en plus hautes, de portes blindées de plus en plus résistantes, de clefs, de codes, de systèmes d'alarme. Les murs que nous n'avons plus à l'extérieur pour nous protéger collectivement, nous avons l'obligation de les reconstruire à l'intérieur pour nous protéger individuellement. (Meeting de Marine Le Pen à Lille, 27 mars 2017)

Dans cet espace, s'établissent des frontières insécuritaires intérieures (*grillage, palissades, mur de verre, clôtures, portes blindées, systèmes d'alarmes...*) sans que les identifications entre protagonistes soient toujours clairement établies. La figure du voleur présuppose le migrant (*Calaisiens, camp de Grande Synthe*), qui agit non seulement à l'encontre des touristes, mais aussi dans la vie quotidienne des nationaux (*vous-mêmes, mesdames et messieurs, comme particuliers, vous en faites la triste expérience*).

Le rétablissement des frontières du pays permettrait ainsi de ne plus avoir de voleurs, de personnes nuisibles à la société (possibles migrants), laissant supposé que ceux-ci sont extérieurs aux pays et à sa civilité, tout en étant source de désordre national. Il s'agit d'un discours d'homogénéité

nationale et culturelle contre un présumé ennemi. Les frontières intérieures sont culturelles quand la menace aux frontières est hors nation. L'essentialisation du trait de l'étranger, hors de l'espace culturel, renvoie à l'opposition figée dans les représentations entre barbare (voleur, incivilisé) et civilisé.

Le migrant illustre, pour M. Le Pen comme pour F. Fillon, mais sur deux échelles différentes, nationales et transnationales, la menace à l'ordre établi. Celle-ci justifie sa non incursion en territoire souverain.

De même, le discours de campagne d'E. Macron de 2017 dialogue avec le discours du FN et le discours des Républicains :

La candidate du repli sur les frontières fantasmées, sur une identité de haine, la candidate du repli sur une partie de la société française contre l'autre. (Rassemblement à Furiani, discours d'Emmanuel Macron, 7 avril 2017),

La réponse au terrorisme, c'est ce que j'ai dit, c'est du pragmatisme, de l'engagement, une vraie sécurité, une coopération entre États européens, c'est une Europe de la sécurité qui, au sein de Schengen, comme c'est permis, procède aux contrôles, mais en aucun cas, c'est la fermeture des frontières complète et radicale ! (Rassemblement de Dijon, Discours d'Emmanuel Macron, 25 mars 2017)

Le premier extrait répond en s'y opposant à une idéologie frontiste pensée comme parti de la haine et du repli identitaire (*identité de haine, repli*). Cette idéologie s'inscrit dans une logique conflictuelle de violence de l'ennemi intérieur (*une partie de la société française contre*), comme vu ci-dessus.

Le second extrait répond aussi au discours de FN en cherchant à défaire la logique d'un terrorisme aux portes de la nation que la fermeture des frontières pourrait arrêter. Selon le candidat d'*En Marche*¹⁵, en accord sur ce point avec F. Fillon, c'est à l'échelle de l'Europe qu'une sécurité transnationale pourra être établie, et celle-ci passe par des contrôles aux frontières de l'espace Schengen. La « *vraie sécurité* » est le contrôle aux frontières de l'Europe contre une « fausse » sécurité, mensongère aux frontières de la nation. De manière remarquable, on retrouve une systématisme du dire vrai dans les discours du futur président :

C'est une Europe avec un vrai droit commun qui gèrera ensemble l'asile, avec des vraies frontières communes où nous embaucherons des vrais garde-frontières, avec une vraie coopération contre le terrorisme. (Rassemblement de Dijon, Discours d'Emmanuel Macron, 25 mars 2017)

C'est cela protéger notre pays, regarder le monde tel qu'il change avec lucidité, défendre nos intérêts et en même temps le faire avec une exigence chevillée au corps. C'est pour cela que

¹⁵*En Marche* (EM) est un mouvement politique français créé en avril 2016. Il a eu pour but de lancer la campagne pour la présidence d'Emmanuel Macron. A ce titre, le nom du mouvement reprend les initiales de son créateur.

lorsque je suis allé en Allemagne, j'ai proposé à nos amis allemands d'avoir une vraie politique de sécurité collective aux frontières, d'avoir un Schengen renforcé. (Discours d'Emmanuel Macron à Lille, le 14 janvier 2017)

La visée d'un dire vrai contre un autre, celui de ses adversaires politiques, a pour but de chercher l'efficacité d'une parole et d'une action¹⁶. Elle est celle aussi de la di-vision qui construit l'espace politique (Mouffe 2014). L'efficacité politique, ce qui se définit comme pragmatique¹⁷, s'appuie sur le vrai cherchant à débusquer le faux, le mensonger. Il s'agit en l'état de tenter de redonner de la crédibilité à la parole politique qui semble en manquer. Cela passe pour le candidat de la vérité vraie par la dénonciation et le dévoilement de la parole de l'autre.

Nous verrons ci-dessous pour suivre notre réflexion sur l'identitarisme de la parole politique que si E. Macron cherche à se démarquer d'une parole politique dénaturée, en ce qu'elle semble idéologique – le pragmatisme dont se revendique le

¹⁶ « *Nous, nous ne jouerons jamais avec les discours de peur, avec les contre-vérités, avec les mensonges terribles qu'on propage sur les uns et sur les autres... Et cette dignité, c'est de ne jamais accepter le mensonge. Cette dignité, c'est de ne rien accepter de ce qui déconsidère la fonction politique, la parole donnée* » (Discours d'Emmanuel Macron à Caen, le 4 mars 2017)

¹⁷ Nous notons comme leitmotiv : « *Le quatrième chantier qui sera le nôtre, c'est celui de la sécurité de notre Nation, avec un fil rouge : l'efficacité et le pragmatisme* » (discours d'Emmanuel Macron à Reims le 17 mars 2017 ; « *que des juridictions soient créées dans certaines villes pour répondre à la demande de justice et à la croissance démographique. Et là-dessus, il faut beaucoup de pragmatisme* » (discours d'Emmanuel Macron sur la Justice, le 14 mars 2017). Voir *infra*.

candidat cherche à s'opposer à ce qui serait du dogmatisme -, la parole du candidat Macron peut prendre, de manière ambivalente, des accents sécuritaires extrémistes. L'identitarisme consiste - pour ce que nous pouvons déjà en dire - à se définir et dire soi aux contours de l'autre : *je dis vrai là où l'autre dit faux, je suis ce que l'autre n'est pas*. Le « je » du discours politique se construit en rapport à l'autre, avec l'autre, de sorte que se définissent des espaces politiques de parole : *de là où « je » parle, de là où l'autre parle*. Ces espaces sont situés idéologiquement et ont la particularité de se borner mutuellement.

2. Le discours sécuritaire policier : la « tolérance zéro »

2.1. La réplication de l'insécurité dans le discours des personnels politiques

Nous traitons ici des quatre campagnes 2002, 2007, 2012 et 2017 dans leur congruité, c'est-à-dire en tant que des éléments de discours peuvent coïncider idéologiquement et sur le temps long (16 ans). La campagne 2002 sera prise comme point de fuite arrière. Elle constitue l'horizon rétrospectif d'un événement qui marque encore la Ve République : un candidat d'extrême droite a réussi à être présent au second tour d'une élection présidentielle pour la première fois dans l'histoire des institutions démocratiques françaises. Les analyses seront étayées principalement par les discours des campagnes 2007, 2012 et 2017, mais sont en rapport avec 2002. Nous prendrons pour démontrer cela le cas de « tolérance zéro ».

Les débats politiques des campagnes de 2007 et de 2012 gardent les traces d'une politisation du discours social français aux sources des débats sécuritaires américains, et ceci après que le concept d'impunité zéro¹⁸ fut écarté :

Le civisme c'est le respect dû aux représentants de l'État. Je n'accepte pas que les représentants de l'État soient insultés, menacés, agressés. Je veux que cette violence dont ils sont trop souvent les victimes fasse l'objet d'une tolérance zéro parce qu'il s'agit de leur dignité et parce qu'il s'agit de la dignité de l'État, parce qu'à travers eux c'est à l'autorité de l'État que l'on porte atteinte, c'est la République que l'on offense. (Discours de N. Sarkozy, Tours le 10 avril 2007, page 14, ligne 13 et suivantes) ;

¹⁸ L'intérêt pour les politiques américaines de sécurité (notamment la Théorie de la vitre brisée) a fait qu'en France, à partir de 1996, la presse et notamment *Le Monde* ont rendu compte des travaux en la matière et mis en avant les concepts susdits. Le concept de *tolérance zéro* fit alors partie de la rhétorique publique nationale sur la sécurité. Textes de lois, circulaires, discours des ministres sur la prévention et la sécurité, guides pratiques de la police de proximité l'intégrèrent (Roché 2002). Le président J. Chirac déclara, le 14 juillet 2001, lors de sa traditionnelle intervention télévisée que « toute agression, tout délit doit être sanctionné » s'emparant ainsi publiquement du concept sécuritaire américain. Le 19 février 2002, pour sa première sortie de campagne, le candidat-président actualisera l'idée d'une répression maximale en prônant « l'impunité zéro », se détachant du même coup d'une partie de son attache lexicale américaine. Cette première déclaration qui inscrira la campagne présidentielle dans l'insécurité, se tient à Garges-lès-Gonesse, dans la banlieue nord de Paris. A New-York, la « *tolérance zéro* », en France, l'« *impunité zéro* ». Une nouveauté lexicale que certains conseillers jugèrent « plus présentables ». Il s'est agi pour ainsi de façonner une *tolérance zéro* à la française. En 2007, la formule « *impunité zéro* » avait disparu. Nous y revenons.

Qui aujourd'hui a, en toutes circonstances, l'esprit tranquille ? Face aux agressions, aux meurtres, au trafic de drogue, aux cambriolages, aux vols ? Plus personne ! Alors, oui, mes chers compatriotes, partout en France ce sera tolérance zéro ! Nous neutraliserons les 5000 voyous qui tiennent les quartiers, qui sont les chefs des bandes et pourrissent la vie des Français. Ils sont 5000 environ, les criminologues le savent : c'est maintenant à l'Etat de se donner les moyens d'aller les chercher un par un et de les juger avec la plus grande des fermetés. (Discours M. Le Pen, Marseille le 4 mars 2012, page 4, ligne 11 **et suivantes**).

Les discours de N. Sarkozy en 2007 et de M. Le Pen en 2012 semblent partager les présupposés d'un retour à l'ordre social du fait d'un déficit d'autorité et de police : il s'agit d'incivisme à l'encontre des agents de l'Etat (policiers, pompiers...) sans désignation précise pour N. Sarkozy et de désordre et de criminalité dans les quartiers du fait de *voyous* et par extension en France pour M. Le Pen. Ses positions partagent les représentations d'un ordre inversé des choses : la police est victimisée, la France est insécurisée. Le discours de N. Sarkozy semble se composer en écho à celui de J.-M. Le Pen 2002 (ci-dessus : *Je m'engage, par une politique de fermeté et de volonté, fondée sur la tolérance zéro, à restaurer l'ordre et la loi*), entretenant ainsi une ambiguïté politique et idéologique. A ce sujet, on notera :

Madelin et Sarkozy prennent le pouls des
quartiers difficiles [titre]
Sans chercher à crâner, il [le maire de Neuilly, N.
Sarkozy] explique que « ce n'était pas le moment
de faire le malin ». Qu'aurait-il voulu leur dire ?
« Qu'il y a une règle qui s'applique, la même
pour tous. » Bref, la tolérance zéro. Plus tard, il
expliquera que « l'insécurité, il faut en parler.
Pas pour faire peur mais parce que les gens ont
peur. » Et pour ne pas laisser le sujet au Front
national comme « autrefois nous leur avons
laissé l'immigration ». (*LeFigaro*, jeudi 25
octobre 2001) ;

où l'on perçoit l'argumentation entre « insécurité » comme en
parle N. Sarkozy et « immigration » comme le disait le Front
nationale¹⁹ (FN) et dont, *moi, nous, républicains (UMP*²⁰) *contre*
eux (FN), antidémocrates, allons-nous saisir. La mise en ordre
idéologique semble passer pour N. Sarkozy par la récupération
dans le champ républicain des thématiques extrémistes. Le
journaliste du *Figaro* commente le discours de N. Sarkozy par
« *bref, la tolérance zéro* » et se détache du même coup du
slogan chiraquien « impunité zéro » entretenant la confusion

¹⁹ Le parti Le Front national (FN désormais) a été créé, en 1972, par l'ancien poujadiste et militaire de carrière Jean-Marie Le Pen. Le FN est un parti à l'extrême droite de l'échiquier politique hexagonal. (Voir Perrineau 1994 pour les origines idéologiques du parti.)

²⁰ Le parti politique de la droite républicaine *UMP* (Union pour un mouvement populaire), créé en 2002 à la suite du *RPR* (Rassemblement pour la République), est devenu *Les Républicains* en mars 2015.

entre discours sécuritaire à l'image de celui des Etats-Unis et/ou de celui de J.-M. Le Pen (2002)²¹.

Les discours de Marine Le Pen de 2012 apparaissent dans la filiation du discours paternel, ils s'appuient sur la fermeté et sont stigmatisants. Le bouc émissaire est l'immigré, l'étranger, le voyou (ethnique) des quartiers qui permet l'instauration d'un discours radical, racialisant. Le discours du FN en tant que discours à la marge délimite et préserve son espace politique de contestation. M. Le Pen utilise aussi l'expression « tolérance zéro » dans la campagne 2017 avec la même visée idéologique amalgamante : l'insécurité est l'étranger :

La politique de tolérance zéro exigera que des places de prisons soient rendues disponibles. Nous le ferons en mettant en œuvre trois dispositifs : des accords avec les pays d'origine qui prévoiront que des étrangers effectueront leur peine chez eux : croyez-moi, de très nombreuses places seront ainsi libérées [...] (discours de M. Le Pen, Nantes le 26 février 2017).

Nous observons sur ce point des résonances avec le discours du FN dans le programme du candidat N. Dupont-Aignan, devenu

²¹ Pour mémoire, si en 2002 J. Chirac parlait d'« *impunité zéro* » (*supra*), J.-M. Le Pen parlait lui de « *tolérance zéro* » : « *Il faut une politique carcérale de construction urgente de prisons, pour accroître la capacité d'accueil des établissements pénitentiaires, et donc se donner les moyens de la tolérance zéro.* » (Discours de J.-M. Le Pen du dimanche 23 septembre 2001, *21e Fête du Bleu-Blanc-Rouge*) ; « *Je m'engage, par une politique de fermeté et de volonté, fondée sur la tolérance zéro, à restaurer l'ordre et la loi et à organiser un référendum sur le rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus graves.* » (Discours de J.-M. Le Pen du dimanche 23 septembre 2001, *21e Fête du Bleu-Blanc-Rouge*).

soutien de la candidate frontiste au second tour de l'élection 2017 : « *Tolérance zéro avec les voyous !... Lancer la construction de 4000 places de prison pour que les peines soient exécutées* », « *Expulser systématiquement les clandestins et les délinquants étrangers* » (dépliant de la campagne 2017 distribué à domicile).

Comme dans le discours de la campagne 2012 de N. Sarkozy (*supra*), F. Fillon s'appuie en 2017 sur un discours de déficit d'ordre étatique : *il faut rétablir l'autorité de l'Etat* pour évoquer par la négation la tolérance zéro (*plus de tolérance*) :

Il faut rétablir l'autorité de l'Etat en rendant certaine la sanction des crimes et délits... Parce qu'il n'y a pas de petite démission, il n'y aura pas plus de tolérance pour la fraude dans les transports en commun ou pour l'usage de stupéfiants, qui seront systématiquement punis d'amendes. (Discours de François Fillon, Marseille le 11 avril 2017)

Il en spécifie la nature à travers un discours sécuritaire de fait d'incivilités (la fraude, le trafic). La petite délinquance est aussi ce qui semble fragiliser l'édifice républicain.

Le déficit d'autorité pour lequel serait nécessaire plus d'Etat, de police et de justice, peut aussi être exprimé à une autre échelle que celle de la petite délinquance :

Lorsque les caïds font la loi... alors il n'y a plus de justice, plus de fraternité possible...

Récemment, en région parisienne, des quartiers ont été saccagés par des bandes armées ; des voitures de police ont été incendiées avec des cocktails Molotov. L'idée même d'autorité a été démantelée. La tolérance est devenue laxisme, le laxisme est devenu impuissance, l'impuissance est devenue l'excuse. Il faut le retour de l'ordre dans notre pays. Et pour cela, il faut défendre la sécurité. Je veux dire ici combien j'ai du respect pour l'ensemble des forces de sécurité, policiers, gendarmes, mais aussi sapeurs-pompiers. (Discours de François Fillon, Marseille le 11 avril 2017)

Dans le discours du candidat des Républicains, le déficit d'ordre social (*voitures de police incendiées*) et plus globalement d'ordre républicain (*plus de fraternité possible*) peut être le fait d'une délinquance organisée : *caïds* ou *bandes armées* ; à une échelle où l'autorité et son idéologie est défaillante (*l'idée même d'autorité a été démantelée*).

F. Fillon s'appuie sur le présumé du désordre social (*retour de l'ordre*) pour valider à revers un discours volontaire (*je veux dire...*), autoritaire (*il faut...*) et compatissant (*j'ai du respect...*). Le point de vue insécuritaire se construit sur une axiologie affective d'une situation d'insécurité - maux dont souffre le pays -, le candidat-président devenant le garant de retour à la normal.

Chez E. Macron (2017), la tolérance zéro est à double effet. Elle est intersituée. Elle concerne la délinquance des *délinquants*, source de désordre, mais aussi les *forces de police*.

Celui-ci renvoie dos à dos les protagonistes de troubles à l'ordre établi :

De la même façon, à l'intérieur de nos frontières, je serai intraitable en matière de sécurité. Je veux restaurer l'autorité de l'État et l'autorité dans l'État et n'avoir, pour ce faire, aucune tolérance, ni à l'égard des délinquants, quels qu'ils soient, ni à l'égard des excès, quand ils sont là, de nos forces de police. (Discours d'Emmanuel Macron à Reims, le 17 mars 2017)²²

Elle est reformulée explicitement en *aucune tolérance* et de manière allusive par *intraitable en matière de sécurité*. La tolérance zéro est la garante de la sécurité intérieure. Dans cet extrait, il est fait état de l'autorité de l'Etat (*supra*), pour non seulement marquer l'autorité menacée (*représentants de l'État.... insultés, menacés, agressés* - ci-dessus), mais aussi pour spécifier que celui-ci doit être source de sa propre autorité garante de son éthique.

Par ailleurs, l'expression d'une tolérance *a minima* peut être explicite dans le discours d'E. Macron :

²² Nous notons aussi en écho : « *La sécurité, nous la ferons ici aussi avec de nouveaux moyens, des nouvelles responsabilités pour nos forces de l'ordre, des nouveaux pouvoirs d'amende ou d'éloignement du territoire, et avec une politique claire : la tolérance zéro. Tolérance zéro à l'égard de la délinquance, tolérance zéro à l'égard de toute dérive policière. Je veux, partout, restaurer l'autorité de l'État et l'autorité dans l'État.* » (E. Macron, Marseille, 1^{er} avril 2017)

Mais en même temps, il y a une réalité dans laquelle nous vivons, une inspiration de notre société, un besoin d'une tolérance zéro, et donc, là-dessus, d'une grande rigueur. Et c'est la ligne que j'ai choisie, et que j'assume devant vous. La sécurité de nos concitoyens, elle doit être assurée par une lutte déterminée contre la délinquance. Car cette insécurité quotidienne, elle frappe en premier lieu les plus fragiles, les plus faibles et les plus modestes. (Discours d'Emmanuel Macron sur la Justice, le 14 mars 2017)

On retrouve ici une topique du discours social sécuritaire. Le Parti socialiste (PS) - dont E. Macron est issu - a pris à son compte les thèses de l'insécurité à la fin des années 90. En 1997, après les échecs répétés de la politique de la ville dans certaines zones sensibles (les ZUS : Zones urbaines sensibles²³), L. Jospin place la sécurité et le chômage au premier rang des priorités gouvernementales. J. P. Chevènement, le ministre de l'Intérieur

de l'époque, orchestra le revirement, prêt à signer un « nouveau pacte moral » avec les Français. La gauche française clôt le débat qu'elle avait mené depuis 1981 entre prévention et

²³ L'expression « lieux sensibles » (*hot spots*) et de même que les dérivés *zones (urbaines) sensibles, cités sensibles, banlieues sensibles* sont nées des recherches de l'Ecole de sociologie de Chicago sur la criminologie environnementale. Celle-ci a pour objet d'établir des corrélations entre espace et population par rapport à la variation des taux de délinquance (Body-Gendrot, « Les recherches sur les lieux sensibles aux Etats-Unis », *L'étranger dans la ville*, Rémi (Revue européenne des migrations internationales), n°3, 2002 : 107-116). Dans ce contexte, nous pensons aussi à la traduction de « gangs » par « bandes » dans l'environnement francophone.

répression : il n'y a pas de prévention sans répression²⁴. La délinquance ne sera plus uniquement vue et traitée sous l'angle social mais également sous l'angle répressif, policier. Les délinquants ne sont plus les victimes d'un ordre social et économique inégalitaire, mais les acteurs et facteurs d'aggravation du fait de réseaux parallèles organisés, structurés (*les bandes*). Une police de proximité sera créée pour être plus proche des citoyens mais aussi pour lutter contre la délinquance.

Une catégorisation s'établira entre pauvres insécurisés et pauvres insécurisants, entre victimes et acteurs de la délinquance (voir J. Dumont, « la politique de la ville », *La documentation française*, 1997). Dans le débat politique, cela se traduit pour l'« insécurisé » par : « *l'insécurité qui est devenue la première des inégalités* »²⁵ (J. Chirac à Garges-lès-Gonesse le 19 février 2002), « *l'insécurité frappe en priorité les plus faibles [...] les femmes, les enfants, les handicapés, les pauvres ou les personnes âgées* » (J. M. Le Pen à Bordeaux le 5 novembre 2006), « *l'insécurité qui frappe les catégories les plus exposées, et notamment les plus pauvres* » (F. Hollande à Tulle le 22 avril

²⁴ Il s'agit ici d'un changement idéologique qui peut avoir en écho la remise en question de l'ordonnance de février 1945 sur l'enfance délinquante. Cette ordonnance définit les droits des mineurs et instaure la primauté de l'éducatif sur le répressif.

²⁵ On lira aussi : « *Nul ne peut espérer venir à bout de l'insécurité sans prendre en compte le phénomène dans toutes ses dimensions, y compris ses dimensions économiques, sociales et éducatives* » (Discours de J. Chirac du 19 février 2002 à Garges-lès-Gonesse).

2012). On peut noter comme discours évoquant l'« insécurisant » : « *Les rapports des préfets se succèdent, qui dénoncent la responsabilité des bandes de jeunes d'origine immigrée dans les violences gratuites, les vols avec violence ou encore les violences urbaines.* » (J.-M. Le Pen le 3 mars 2007 à Marseille), « *Comment parler de la République à ceux dont les enfants se font racketter à l'école et qui ont peur de sortir de chez eux parce qu'ils subissent la loi des bandes et des caïds ?* » (N. Sarkozy le 12 octobre 2006 à Périgueux), « *Vous avez le devoir, aussi, de participer à la lutte contre les trafics, contre les bandes, tous ceux qui mettent en cause la vie dans ces quartiers* » (F. Hollande le 7 avril 2012 à Aulnay-sous-Bois). Le discours de M. Le Pen, contrairement à celui de N. Sarkozy et de F. Hollande, a pour effet de stigmatiser explicitement, ethniquement et culturellement, l'insécurisant (*bandes de jeunes d'origine immigrée*).

Le discours d'E. Macron s'inscrit lui dans la continuité des discours des différents candidats présidentiels, prônant la tolérance zéro et l'insécurité effective, identifiant les insécurisants et se plaçant du point de vue des victimes (les insécurisés). La tolérance zéro est le discours à partir duquel il faut commenter, et construire son espace politique de discours ; un passage obligé.

Le discours politique s'appuie ainsi sur une représentation doxique qu'il a participé à construire et qui valide sa propre argumentation, celle de l'insécurité omniprésente et omnipotente

(elle définit le monde en insécurisés et insécurisants). Son champ d'argumentation est de nature dialogique, et semble correspondre à une nécessité de l'action politique (protéger et punir). Cette argumentation plurielle répétée peut être à effet pragmatique de sorte qu'elle cherche à balayer le spectre public, inscrivant une urgence sociale. Mais, elle nourrit aussi toutes les ambivalences, le point de cristallisation du discours de la sécurité pouvant se réaliser dans une rencontre-discussion explicite avec le Front national :

La tolérance zéro, c'est, en même temps, donner la possibilité à nos forces de police, sous le contrôle du juge - et je le dis bien parce que j'entends les projets du Front National qui, sur ce point-là, sont quelque peu suspects - la possibilité d'éloigner des individus d'un quartier, d'un immeuble, d'une résidence. (E. Macron, Toulon 22 fév. 2017)

Il nous semble retrouver ici des éléments de l'expression identitaire du discours FN. Le discours politique d'E. Macron se réalise entre identification et différenciation du discours frontiste de sorte que celui-ci semble être le centre de discussion et de représentation des problématiques de sécurité. Il le fait en faisant référence aux auteurs et aux lieux de délinquance que sont supposés être les quartiers, les immeubles, et les résidences. Le mot « résidence » connote un espace social différencié de « quartier » et « immeuble ». Il peut être aussi associé dans le

discours macronien à une mobilité désirée des habitants des espaces périurbains : « *La France des quartiers a elle besoin de mobilité. Elle est aujourd'hui assignée à résidence* » (E. Macron, Bobigny, le 16 nov. 2016). La mobilité peut entraîner des changements dans les situations culturelle, économique et sociale.

À l'inverse de ce que nous disions des frontières, si précédemment l'identitarisme dessinait des places de discours différenciés, - les discours dialoguaient et se définissaient en opposition (chacun des discours avait sa partition à dire) -, le discours de la tolérance zéro semble prendre toutes les places, de sorte que se superposent des voix qui parlent l'une sur l'autre, pour parfois se rejoindre. Quittant l'espace agonique à saisir, celles-ci arrivent finalement à se confondre, à coïncider. Ainsi, la réplication crée des répétitions jusqu'à la plus grande confusion et superposition idéologique, dans une continuité de discours obligé, imposé. Le candidat d'un tout nouveau mouvement politique (En Marche), pour autant qu'il est un acteur averti du monde social et politique, peut ainsi parler comme un candidat d'extrême droite ; avec les mêmes présupposés, véhiculant des représentations sociales similaires, tout en apportant des nuances dans les visées du même (la police est aussi concernée). Un discours semble s'imposer à tous, dans une vision dégradée de la société. Cette vision se fait à l'encontre d'un tiers à définir, négation sociale, trouble à l'ordre,

et dont les contours se dessinent implicitement. Celui-ci apparaît l'objet de tous les accords et raccords politiques.

2.2. La réplication de l'insécurité dans le discours médiatique

L'analyse ici tendra à montrer comment la réplication implique également le discours médiatique. Nous prendrons exemple pour cela des campagnes 2012 et 2017, toujours à propos de « tolérance zéro ». Nous le faisons en gardant en tête la visée d'un tiers, objet des discours de l'insécurité.

Dans le cas des discours médiatiques de la campagne 2012, nous notons des cas de réplication mettant au jour une pensée sociale partagée. Celle-ci relève d'une circulation idéologique²⁶ entre supports. Notre corpus est composé d'articles de *Libération*, du *Figaro*, de *Rue 89*²⁷, d'*Atlantico*²⁸ et d'une dépêche de l'Agence France presse (*AFP*). Ainsi, nous notons :

²⁶ Nous avons problématisé la *circulation idéologique* et sa réalisation socio-discursive à partir des marques et des indices de points de vue (autre) et de significations autres dans le discours (Hailon 2014). Le discours peut être le cadre de la répétition de représentations et de points de vue mondains pouvant être eux-mêmes empruntés. La *circulation idéologique* prend en compte les valeurs hétérogènes des discours. Elle permet d'observer les visions du monde argumentées en discours et les idéologies en présence ainsi que de travailler sur les traces (idéologiques) que produisent les discours. Des indices de non-coïncidence idéologique existent dans les discours lorsqu'une représentation autre fait travailler l'énonciation représentante, l'énonciation représentante « signifiée » et signifiante pouvant prendre sens dans sa relation à un discours identifiant.

²⁷ *Rue 89* est un site participatif créé en mai 2007. Considéré plutôt de gauche, il promeut « la diversité d'opinions par un usage ouvert des réseaux électroniques ». 2012 a été sa première campagne électorale

La vitrine salie d'une police fragile [titre] (1)
 L'affaire vient ternir l'image d'une institution mise à mal par Sarkozy. Après avoir décrété la « tolérance zéro » contre les voyous, enterré la police de proximité de la gauche, promis de nettoyer les cités au Kärcher, instauré la « *culture du résultat* » dans les commissariats et empilé les lois sur la récidive et les peines planchers, l'heure du bilan en matière de sécurité se rapproche pour le chef de l'Etat avant la présidentielle. (*Libération*, mercredi 5 octobre 2011) ;

À Saint-Nazaire, la police pratique la « tolérance zéro » [titre] (2)

Dans ce bâtiment de style 1950, près de 170 policiers animent une sorte de laboratoire où l'on cultive la « tolérance zéro » impulsée par Nicolas Sarkozy. Et ce, sans jamais faire de vagues. « À *Saint-Nazaire, on ne laisse rien passer* », résume Jacky Morvan, le calibre à la ceinture. Commandant chevronné ayant dirigé la brigade anticriminalité (BAC) de Nantes ainsi que la compagnie d'intervention du Val-d'Oise au plus fort des émeutes de Villiers-le-Bel, ce Breton résume la doctrine maison : « *Le moindre fumeur de shit est ramassé et il ne se passe pas une semaine sans qu'un collégien soit convoqué pour s'expliquer. Une fois sur dix, il nous fournit un tuyau et on tire sur la pelote de laine. On prélève*

²⁸Le support numérique *Atlantico* a été créé en 2011. Considéré plutôt de droite, il se donne pour but d'être un « facilitateur d'accès à l'information ». 2012 a été aussi sa première campagne.

*l'ADN et les empreintes : plus la mémoire
policière s'enrichit, plus les voyous tombent.* »
(*Le Figaro*, mercredi 15 fév. 2012) ;

A Marseille, Marine Le Pen demande « où est le
Kärcher » et promet la « tolérance zéro » [titre]
(3)

MARSEILLE - La candidate du FN à la
présidentielle, Marine Le Pen, a demandé
dimanche, lors de son meeting de Marseille, « où
est le Kärcher » promis par Nicolas Sarkozy pour
lutter contre l'insécurité et a promis la « tolérance
zéro », devant une salle de 3.000 personnes
pleine à craquer.(AFP, 4 mars 2012).

En (1), l'expression « *tolérance zéro* » entre guillemets est
attribuée cotextuellement et allusivement, en tant que mot autre,
à N. Sarkozy. Elle s'oppose à *voyous* et vise les cités (*nettoyer
les cités au Kärcher*). Le *voyou* définit l'insécuritaire des
banlieues. En (2), « *tolérance zéro* » entre guillemets est attribué
explicitement à l'ancien président (*impulsé par N. Sarkozy*),
l'insécuritaire délinquant, ici le collégien « fumeur de shit », est
aussi désigné comme *voyous*, mais dans les paroles rapportées
d'un commandant de la Brigade anticriminalité (BAC) et non
plus comme mot à soi du journaliste. Le journaliste met en scène
du dire autre pour se dire tout en cherchant à instaurer une
distance dans les représentations doxiques véhiculées à

commenter. En (3), « tolérance zéro » entre guillemets est cotextuellement attribué à M. Le Pen qui, à l'image du dire de N. Sarkozy, emploie ironiquement « Kärcher ». « Kärcher » dans l'interdiscours permet de critiquer et de discréditer l'action du président en matière d'insécurité (*promis...*). Le FN et M. Le Pen valent pour seuls garants de la (vraie) lutte contre l'insécurité, pour seuls porteurs de la « tolérance zéro » pour autant qu'il faille y associer l'immigration.

De manière conjointe, nous avons à l'échelle du corpus :

La banlieue n'est pas la « priorité numéro un » pour 2012 [titre] (4)

Les quartiers, que certains aiment à visiter caméra dans le dos, inspirent peu les partis.

Examen des programmes présidentiels. [chapô]

Le programme du FN sera rendu public le 19 novembre. Mais sur les quartiers, Marine Le Pen a prôné la tolérance zéro et la fin de l'assistanat.

Le 16 juin, elle a présenté son projet pour les banlieues : « Mon projet [présidentiel, ndlr] n'est pas uniquement orienté vers la sécurité, il faut repenser de manière globale la vie dans les banlieues », « Action, réaction, sanction immédiate ! », « Il est passé de Kärcher premier

à Kärcher zéro ! Mais entre le premier et le zéro, il y a des morts, des spoliés, des enfants qui souffrent et des mères qui pleurent. » (*Rue 89*, 10 novembre 2011 à 18h00) ;

Marine Le Pen : « Où est le Kärcher ? » [titre]

(5)

En meeting à Marseille ce dimanche, la candidate du Front national a moqué la politique de Nicolas Sarkozy et prononcé un discours axé sur la lutte contre l'insécurité [chapô]

Marine Le Pen revient aux fondamentaux. La candidate du FN à la présidentielle était en meeting ce dimanche à Marseille. Elle a développé le thème de l'insécurité, dénoncé l'échec de Nicolas Sarkozy en la matière et promis la tolérance zéro pour les criminels. Marine Le Pen a poursuivi son discours en estimant « impossible d'assimiler une immigration aussi massive que celle que nous vivons depuis maintenant des décennies ». (*Atlantico*, 4 mars 2012).

En (4), *tolérance zéro* est exprimé de manière transparente dans l'énonciation, sans distanciation énonciative (sans guillemets). Il y a une attribution-appropriation de *tolérance zéro* en tant qu'il correspond au dire de M. Le Pen. De même, le concept vise la *banlieue*, les *quartiers*, mais sans désignation identitaire. Nous notons aussi, avant d'y revenir, l'expression ironique, néologisante *Karcher zéro*. En (5), *tolérance zéro* est aussi transparent dans le discours du journaliste qui montre comme allant de soi l'expression qu'il attribue également à M. Le Pen pour ce qui concerne la *lutte contre l'insécurité*. Dans la suite du texte, *tolérance zéro* est amalgamé à l'immigration (*immigration... massive*). La figure canonique d'une insécurité

liée à l'immigration, de l'immigré délinquant se réalise explicitement ici.

Ainsi, on constate dans l'ensemble des exemples ci-dessus le montage entre discours à soi des journalistes et discours autres (des personnels politiques). Le guillemetage permet de dessiner les frontières énonciatives du discours idéo-politique. Le concept de *tolérance zéro* circule entre supports, les journalistes lui attribuant des origines différentes. En (1) et (2) la source est concédée à N. Sarkozy, alors qu'en (3), (4) et (5) elle est attribuée à M. Le Pen. Les supports numériques (*Rue 89* et *Atlantico*) attribuent l'expression à la seule candidate d'extrême droite contrairement aux supports papier (*Libération* et *le Figaro*), mais dans l'ensemble l'interdiscours américain est effacé. Le discours procède de l'appropriation socio-centrée de *tolérance zéro* comme seules références hexagonales. Le sens de *tolérance zéro* s'évidentialise dans l'espace national de manière duelle. Les supports papier et numériques quelle que soit la tendance politique entretiennent l'ambivalence tout en distinguant les emprunts. L'ambiguïté existe aussi dans la réalisation et attribution idéologiques de *tolérance zéro* entre supports papier et entre supports numérique et papier.

Ainsi, les normes de production sociopolitique médiatique permettent d'établir des scénarios discursif et cognitif de reproduction et de confusion idéologiques. La confusion dans les manières de dire produit des modes d'interprétations différents selon les savoirs disponibles et propres à chaque

discours de candidat. La *tolérance zéro* dans le discours de N. Sarkozy est à associer lors des campagnes 2007 et 2012 à l'immigration choisie, quand il s'agit d'*immigration zéro* ou d'*immigration massive* (en 5) pour M. Le Pen. A ce titre, on appréciera l'ironie et la polémique de l'expression *Karcher Zéro* en 7 construit allusivement et dans l'interdiscours hexagonal sur les dires de N. Sarkozy de juin 2005²⁹. L'allusion est aussi reconduite en (1), de manière non marquée, implicite comme dire de N. Sarkozy, et en 5 de manière marquée comme dire de M. Le Pen. *Karcher* vaut pour polémique et permet l'argumentation controversée de M. Le Pen, faisant valoir là aussi le FN comme seul garant de la lutte contre l'insécurité et des moyens employés pour y parvenir, soit l'immigration zéro. L'immigration zéro est la visée idéologique du FN. On trouve l'expression dans le discours de J.-M. Le Pen lors de la campagne 2007 :

Officiellement « suspendue » depuis 1974, l'immigration se poursuit en droit et en fait. La première des politiques d'immigration, c'est, simplement, le rétablissement de nos frontières et l'objectif d'immigration zéro.... Il faut donc rétablir notre souveraineté territoriale [...] : nous

²⁹ « Dès demain, on va nettoyer au Karcher la cité. On y mettra les effectifs nécessaires et le temps qu'il faudra, mais ça sera nettoyé ». Cette phrase a été prononcée par Nicolas Sarkozy le 19 juin 2005, dans la cité des 4.000 à la Courneuve, après la mort de Sid-Ahmed Hammache, un enfant de 11 ans tué d'une balle au bas de son immeuble lors d'une fusillade.

pourrons ainsi lutter contre l'immigration clandestine, faire la chasse aux faux touristes, contrôler l'arrivée des demandeurs d'asile...
(Discours de J.-M. Le Pen, Marseille le 03 mars 2007, page 10, lignes 35 et suivantes).

À cet effet, on notera aussi dans le discours 2012 de M. Le Pen les expressions « *immigration de masse* », « *immigration massive* », « *immigration clandestine* », ainsi que l'amalgame constitutif des savoirs sociopolitiques frontistes : « *l'immigration qui accentue l'insécurité* » (M. Le Pen, discours de Châteauroux, du 26 février 2012, page 5, ligne 3). On retrouve une terminologie équivalente dans la campagne de 2017 avec « *immigration massive* », « *immigration considérable* », « *immigration de masse* » (M. Le Pen, discours d'Ajaccio du 8 avril 2017).

Nous pouvons aussi noter que, dans l'ensemble de ces articles, la cible commune est la banlieue (*cités* en 1 et *banlieue(s), quartiers* en 4) quand *la lutte contre l'insécurité* (en 3 et 5), contre *les voyous* (en 3), est un construit du discours

doxique des médias. Le sens commun médiatisé s'établit sur un accord sociotypé d'une délinquance à circonscrire spatialement.

Ainsi, les savoirs mondains, disponibles lors de la campagne 2012, semblent normés sur le plan des représentations. Il s'agit d'un discours politiquement et médiatiquement nécessaires (en tant que discours socio-prédictif) qui perpétue les rapports

conflictuels entre *voyous*³⁰ (insécurisant, « incivilisé ») et police (sécurité nationale, étatique) validés comme manière de dire et de penser la réalité sociale. Les discours socio-normés se font par réactualisations et réactivations. Il semble que les activités réseaux par l'identification aux porteurs politiques ont rendu possible la profusion et la confusion idéologiques (tolérance zéro : N. Sarkozy/M. Le Pen ; cités/voyous ; insécurité/immigration) ainsi que l'amalgame problème d'insécurité/problème de quartiers/problème d'immigration.

Lors de la campagne 2017, la visée de « tolérance zéro » et sa réplification semblent s'être modifiées. Elle semble avoir changé d'objet pour se centrer sur les migrants de la « jungle » de Calais³¹. Notre corpus est composé d'articles du *Monde*, du

³⁰ Nous avons étudié par ailleurs (dans Hailon 2012) comment, dans les corpus médiatiques, la représentation de « *jeunes* » amalgame implicitement l'immigration et l'insécurité dans le contexte des désordres sociaux. Le « *jeune* » en tant qu'insécuritaire est à l'image des problèmes d'immigration dans les banlieues. Dans ce contexte, pouvait être aussi associé « *jeunes* » pour « *voyous* ».

³¹ Le regroupement des migrants dans des « camps » autour de la ville de Calais, en France, est une réalité reconnue par les autorités politiques depuis les années 1998 et 1999. Un premier centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire a ouvert ses portes à Sangatte dans un ancien hangar, en septembre 1999. Ce premier lieu de rassemblement des migrants a été fermé en décembre 2002 sur ordre du Ministre de l'Intérieur de l'époque : Nicolas Sarkozy. Quelques années plus tard s'est développé un nouveau camp à la périphérie de Calais nommé « la jungle », ses occupants - principalement originaires d'Afghanistan et d'Iran - sont responsables de cette dénomination particulière. Ce camp a été lui aussi démantelé en décembre 2009 sur décision du Ministre de l'Immigration de l'époque, Eric Besson. Ce démantèlement n'empêchera pas la naissance d'un énième camp, d'une autre « new jungle », autour du centre d'accueil Jules Ferry, sur le chemin des

Figaro, de *L'Obs* et de *Valeurs actuelles*. Citons pour exemple dans *Le Monde* :

Calais, Paris et Vintimille, trois étapes sur la route du « mal-accueil » des migrants [titre] (6)

A Calais, où la « jungle » a été démantelée fin octobre 2016, des migrants reviennent par dizaines tenter le passage vers l'Angleterre.

Gilles Debove, responsable du syndicat Unité SGP Police-FO pour le Calais, affirme que les forces de l'ordre sont « *déjà débordées* ». Le fonctionnaire déplore le manège qui, au nom de la « *tolérance zéro* », consiste à « *remettre hors site, comme par le passé, les migrants interpellés puisqu'il n'y a plus de place dans les centres de rétention* » (*Le Monde*, 20 février 2017),

A Calais, « on est revenu à la situation d'il y a trois ans » [titre] (7)

« *On a l'impression de faire un bond en arrière, en avril 2014, quand il y avait entre 300 et 400 migrants à Calais* », relève Gilles Debove, policier sur le secteur depuis plus de quinze ans et responsable du syndicat Unité SGP Police

dunes notamment. Ces camps se situent alors en Calais, c'est-à-dire autour de Calais, cependant à l'intérieur même de la ville de micro-camps se développent dans des lieux alternatifs (squats). Comme nous l'évoquions dans Hailon 2017, les migrants apparaissent comme dangereux pour ce qu'ils sont, des personnes sans droits, en dehors de la citoyenneté. Ils sont essentialisés, figés dans leurs particularités et leur extranéité. Le migrant transgresse la loi de fait, sans avoir pour autant commis d'actes malveillants. Il est par nature (juridique) un corps étranger. Le corps politique du migrant est un corps objet d'identification et de régulation qui passe par une forme de néantisation du corps de l'autre. Il est devenu une frontière, un « lieu de matérialisation du rapport d'altérité » (Schmoll 2011 : 121). Il s'agit de frontière politico-juridique inscrite à même le corps.

Force ouvrière dans la Calaisis. « *Avec le démantèlement [de la « jungle »], on est revenu à la situation antérieure d'il y a deux ou trois ans* », déclare Jean-Marc Puisseuseau, le PDG de la Société d'exploitation des ports du détroit (SEPD), gestionnaire du port. *La routine. Cela fait vingt ans qu'on en voit passer.*... Officiellement, les pouvoirs publics disent appliquer une « tolérance zéro migrant ». « *Ni points de fixation, ni squats, ni reconstitution de la jungle...* », a annoncé le nouveau préfet du Pas-de-Calais, Fabien Sudry... (*Le Monde*, 29 mars 2017),

En 6, nous retrouvons une parole policière, celle d'un syndicaliste, qui fait état de la situation à Calais. La journaliste met en scène le discours policier pour signaler le désordre, le chaos (« *déjà débordées* », *le manège*, « *pas de place dans les centres de rétention* »). La « tolérance zéro » en tant qu'elle relève de directives politiques – de celles du gouvernement socialiste encore en place³² – semble vouée à l'échec.

L'impuissance publique, l'impuissance politique, de même que l'impuissance policière, sont également évoquées dans l'extrait 7 où il est fait état d'une situation sans changement sur le long terme, revenue au point initial. S'y mêlent, dans une

³² En février 2017, le Premier ministre est B. Cazeneuve. Il a été l'ancien ministre de l'Intérieur des deux gouvernements d'E. Valls, de mars 2014 à août 2014 et d'août 2014 à décembre 2016.

critique portée par la journaliste, la voix syndicale policière (identique à celle de l'extrait 6), la voix marchande d'un exploitant et gestionnaire du port de Calais et celle du préfet de région. Les directives du préfet (*ni point de fixation, ni squats*) contrastent avec les commentaires fait à leur encontre (*officiellement, les pouvoirs publics disent...*). Ceux-ci semblent discréditer une parole hors de propos, en tout cas hors de portée, vaine. Nous constaterons d'ailleurs que le changement de formule de « tolérance zéro » devenu de manière spécifique et ciblée « tolérance zéro migrant » se fait selon les mots de la journaliste rapportés des « pouvoirs publics »³³. La formule n'est pas mise en italique, elle est modalisée pour marquer l'insistance (*ils disent bien*³⁴ *que je répète*). La réplique ici sous concert de contestation de l'ordre policier établi vient spécifier explicitement les personnes migrantes, et crée ainsi une nouvelle représentation de la personne insécurisante. La journaliste s'en fait l'écho en évoquant l'inefficacité pragmatique. Rien ne semble attester le zéro migrant à Calais, bien au contraire. L'officialité est une façade, cette idéologie reste intenable.

On retrouve un lien entre tolérance zéro et migrants dans *L'Obs* et dans *Le Figaro* :

³³ La journaliste avait déjà employé la formule « tolérance zéro migrant » dans un article du *Monde* du 21 janvier 2017 intitulé : « *Les migrants sont de retour à Calais* »/« *Les forces de l'ordre y veillent et procèdent à des interpellations dans le cadre de la politique "tolérance zéro migrant" édictée à Calais par les autorités.* »

³⁴ Voir Hailon 2011 pour une nomenclature des modalisations en discours, et plus spécifiquement des modalisations interprétatives.

Un mois après le démantèlement de la « Jungle », les migrants se font discrets à Calais [titre] (8)

Cette situation se traduit dans les chiffres : « Avant le démantèlement, nous découvriions 2.000 personnes par semaine cachées dans des poids lourds au terminal du port ou d'Eurotunnel. Aujourd'hui ce chiffre est de 200 », relevait récemment une source proche du dossier auprès de l'AFP.... En conséquence, « il y a une tolérance zéro », explique Gilles Debove, délégué du syndicat policier Unité SGP-FO Calais : « Par le passé, il y avait tellement de migrants dans le secteur que la PAF [Police aux frontières] ne pouvait traiter toutes les interpellations. Aujourd'hui, on lui impose de toutes les traiter. » (*L'Obs* avec *AFP*, 3 décembre 2016)

Les migrants veulent rester à Grande-Synthe [titre] (9)

Squats, abris improvisés, bâtiments abandonnés... D'autres migrants ont été « recueillis par des particuliers, chez eux, ou des militants », attestent une bénévoles sur place, mais aussi un policier de Calais. Pour l'heure, le fonctionnaire croit peu à un retour massif dans la ville, en tout cas « tant que la présence policière est forte, que les effectifs restent maintenus et que la tolérance zéro est toujours appliquée »,

comme l'ont déterminé les autorités du Calaisis depuis le démantèlement de la « jungle » en octobre dernier. (*Le Figaro*, 13 avril 2017)

Nous observons qu'en contradiction avec *Le Monde* (6 et 7), les extraits 8 et 9 évoquent une situation inverse. La « tolérance zéro » est appliquée à Calais (*présence policière forte, effectifs maintenus*). Elle est efficace (toutes les interpellations sont traitées) et permet que les migrants soient moins présents (« *discrets* »). C'est « 200 » migrants cachés dans les camions contre « 2000 » au mois d'octobre dernier. Le démantèlement de la « jungle » semble avoir produit ses effets. L'efficacité politique et idéologique est rendue présente dans le temps long de l'action politique et policière, cinq mois séparent les deux articles de *L'Obs* et du *Figaro*³⁵.

On retrouve en 8 la parole rapportée du syndicaliste de police Gilles Debove, mais pour en faire travailler le sens. La parole autre est signifiée du point de vue du discours de la journaliste, selon ce qu'il porte d'intentions, plus ou moins conscientes. La recontextualisation permet ici de resignifier le concept de tolérance zéro comme politiquement efficace. Elle permet de valider un discours d'insécurité. La réplique est changeante qui cherche et porte la parole confirmatoire du scripteur. *C'est bien de cela qu'il s'agit, ce qu'il faut en dire*. Les migrants sont bien une menace à l'ordre public.

³⁵*Le Figaro* a pu, par ailleurs, dire le retour des migrants à Calais, mais pour pointer l'efficacité de l'action policière : « Les migrants reviennent peu à peu à Calais » [titre] / « Avec la politique de tolérance zéro, il y a 50 à 70 interpellations quotidiennes », dit un policier. » (*Le Figaro*, 24 janvier 2017).

En 9, la parole autre est aussi resémantisée. Elle s'inscrit dans le cadre de la persistance du dispositif de tolérance zéro qui demande plus de police. Elle s'accorde idéologiquement avec la ligne directrice du journal : « *la sécurité n'est pas un concept, mais bien une exigence* » (édito du *Figaro* du 18 mars 2017, intitulé « Tolérance zéro ») ; sans que, dans cet édito, il soit fait explicitement question des migrants.

Pour finir, nous notons aussi un cas de « tolérance zéro » dans *Valeurs actuelles* :

Migrants : en Australie la tolérance zéro, ça marche [titre]

Migrants. Sur cette terre traditionnelle d'immigration maîtrisée, les autorités, confrontées à des vagues de bateaux remplis de clandestins, ont adopté une ligne sécuritaire inflexible face aux illégaux. Et ça marche ! Les trafiquants visent désormais d'autres destinations. L'opinion applaudit. [chapô] (*Valeurs actuelles*, dimanche 5 février 2017)

Il s'agit ici pour le journal de dénoncer l'inaction publique sous couvert d'inefficacité politique. Le détournement dans le cas présent consiste à parler de l'Australie pour parler de la France. Le concept sécuritaire est validé dans sa conception et dans ses représentations : cela concerne bien l'insécurité que créent les migrants. En l'état des choses, il s'agit non seulement d'un

problème de migration, mais bien plus globalement d'un problème d'immigration. L'amalgame entre migrant, immigré et insécurité dessine et valide les contours du discours extrémiste (*supra*). On notera, à cet effet, le populisme discursif « *l'opinion applaudit* » qui façonne un *nous* social homogène. Comme le dit Viard (1996), ce serait le rôle des populismes de proposer une image sécurisante d'un monde de défection tentant « d'imposer un *nous* unique rassurant la société entière » (*ibid.* : 50).

Ainsi, la réplication produit des répétitions qui façonnent des représentances sociales en partition et départition idéologique. Chaque support discute l'idéologie de sa place de discours, de son point de vue à défendre pour s'accorder ou se désaccorder. Ces places établissent un spectre de représentations. Les répétitions se réalisent du point de vue du locuteur interprétant social, dans des variations qui dessinent des cadres situationnels de discours. Aussi, nous avons pu déceler des répétitions calques pour conforter un déficit d'action politique ou des répétitions transformations telles que « tolérance zéro migrant » pour critiquer une politique de façade. En 2012, la réplication de « tolérance zéro » se fait sans spécification nominative explicite de l'autre visée qui reste de manière idéologiquement ambiguë le voyou, le délinquant, l'immigré des quartiers. En 2017, la réplication se réalise à travers une dénomination explicite et circonscrite de l'autre à ne pas tolérer, le migrant. Elle suggère que celui-ci est un potentiel trouble à l'ordre public, et qu'il faut étiqueter comme tel. Celui-ci est considéré comme toujours

extérieur à l'ordre social, à l'ordre national, à la nation. Cet étiquetage sous couvert d'extension de la nomination peut avoir des accointances avec la « migration zéro ».

D'une manière générale, les pratiques médiatiques (et politiques) « in-forment » la conduite des savoirs disponibles, c'est-à-dire qu'elles perpétuent l'interprétation de l'expérience sociale à partir des savoirs et pratiques disponibles dans l'espace public ; quitte à les créer, c'est le cas de la tolérance zéro pour évoquer les banlieues ou les migrants. Il n'était pas question de migrants dans la campagne 2012. L'objet visé comme autre culturel et trouble à l'ordre public peut changer d'aspect. Il y a bien des savoirs non-limitatifs du point de vue de la construction du sens qui sont à mettre en perspective avec les savoirs stabilisés du point de vue politique. Ce sont des savoirs acquis (mémoirel, culturel) pour des savoirs en acquisition (construction du sens). Le discours emmagasine des cadres de compréhension. L'information circule et les cadres idéologiques se perpétuent.

L'idéologie professionnelle médiatique permet la reproduction de l'idéologie politique en cours. Il y a ainsi une perpétuation de la mise en scène culturelle (qui leur donne corps social et professionnel). L'incorporation/restitution des places sociopolitiques permet une auto-validation des représentations. Le journaliste est un focalisateur et un interprète social en

fonction des savoirs et cadres sociaux disponibles, celui-ci ne semblant que pouvoir remobiliser et s'exprimer dans ces cadres. Les scripteurs journalistes débattent dans l'espace de contexte des discours. Les discours re-présentent les contextes d'un contexte où pointent les différenciations, dissociations et ressemblances. Ils en discutent en accord ou en désaccord avec l'idéologie en cours mettant en discussion leur point de vue. La réplication donne ainsi des cadres de pensée aux différencialités exprimables en discours.

La réitération de pensées et paroles politiques se réalise à travers des cadres socio-normés de compréhension. Ces cadres ont la particularité de borner le sens des événements tout en le guidant, tout en le reproduisant. Est réplication le cadrage de sens de l'événement par une pensée politique prédictive, réitérée, reconductible. La scénographie politique proposée est celle d'un construit de l'espace social comme mémoire hégémonique de persistances. La représentation médiatique et politique donne corps aux formes discursives de la mémoire identitaire constituée de répétitions, de ressemblances et de différences³⁶. « Le préfixe Re- dans le mot représentation signifie cette forme conceptuelle de l'identique qui se subordonne les différences » (Deleuze 1976 : 79). L'identique devenu centre par répétition s'agrège les différences, crée des

³⁶ La logique d'équivalence est définissable en « a vaut b », celle de ressemblance en « a = b » et de différences en « a # b ». Nous pensons dans la continuité de ces différentes logiques à des études futures qui articulent des mouvements identificatoires du discours.

convergences, et ignore les différences constitutives des identités. « La représentation laisse échapper le monde affirmé de la différence. La représentation n'a qu'un seul centre, une perspective unique et fuyante [...], elle médiatise tout, mais ne mobilise et ne meut rien. » (*ibid.* : 78). Représenter, c'est centrer les points de vue, borner le regard, transformer le sensible, quitte à déformer et reformer le réel. On trouve ici les impossibles rapports d'équivalence perception/monde, mots/choses, représentation/réalité. Le pouvoir d'affirmation des choses, les discours médiatiques et politiques produisent les formes de représentation à partir desquelles se réalisent les commentaires, les réfutations, les évidentialisations. Ils sont des interprétants symboliques, organisateurs des perceptions mondaines et faiseurs de réel, de la « vérité vraie » à partir de laquelle se réalisent le dire et le penser collectifs.

Bibliographie

ANGENOT M., 1989, *1889. Un état du discours social*, Montréal, Le Préambule.

BAKHTINE M., 1978, *Esthétique et théorie du roman*, Paris, Gallimard.

BENVENISTE E. 1966, 1974, *Problèmes de linguistique générale (1 et 2)*, Paris, Gallimard.

BODY-GENDROT S., 2002, « Les recherches sur les lieux sensibles aux Etats-Unis », *Rémi (Revue européenne des migrations internationales)*, n°3, p. 107-116.

BONNAFOUS S., 1991, *L'immigration prise aux mots*, Paris, Editions Kimé.

DELEUZE G., 1976, *Différence et répétition*, Paris, PUF.

GUILLAUME G., 1984, *Temps et verbe*, Paris, Honoré Champion.

HAILON F., 2011, *Idéologie par voix/e de presse*, Paris, L'Harmattan.

-2012, « Portée idéologique de l'hétérogène : la figure de l'immigré dans la presse française », *Le discours et la langue (Le discours politique identitaire)*, HAILON, F., MARION S. et RICHARD A. (éds.), n° 3.1., Bruxelles.

-2014, *L'ordre idéologique. Eléments de cognition politique*, Paris, L'Harmattan.

-2017, *Etude(s) de cognition politique*, Paris, L'Harmattan.

MOUFFE C., 2014, *Agonistique. Penser politiquement le monde*. Paris, Beaux-arts de Paris Edition.

PERRINEAU P., 1994, « Le Front national : 1972-1994 », *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Seuil.

ROCHE S., 2002, *Tolérance zéro ? Incivilités et insécurité*, Paris, Odile Jacob.

SCHMOLL C., 2011, « Le corps des autres dans l'Europe des frontières », *Outis. Revue de philosophie (post-)européenne*, 1, p. 121-128.

VERON E., 1978, « Sémiosis de l'idéologie et du pouvoir », *Communications*, n°28, p. 7-20.

VIARD J., 1996, *Aux sources du populisme nationaliste*, Éditions de l'Aube, Aigues.

VOLOCHINOV V. N., 1929, [BAKHTINE M.] 1977, *Le marxisme et la philosophie du langage*, Paris, Minuit.